

VUES NOUVELLES SUR LA FRANCE RURALE  
DU XIX<sup>e</sup> SIECLE.

(à propos de quelques ouvrages récents).

Précisons d'abord l'objet de cette communication. Nous reprenons ici partiellement un exposé que nous avons déjà présenté au Colloque franco-irlandais d'Histoire rurale organisé par l'E. H. E. S. S. à Dublin en Mars 1977.

Vues nouvelles ? - Deux synthèses récentes ont été publiées presque simultanément en 1976, l'Histoire des paysans français (Horvath, 1976) dir. par Houssel, avec Bonnet, Dontenwill, Estier et Goujon, - et le tome III (Apogée et crise 1789-1914) de l'Histoire de la France rurale (Seuil, 1976), dir. par G. Duby et A. Wallon, et par E. Juillard pour le t. III, avec Agulhon, Desert et Specklin.

Ces deux ouvrages ont en commun d'avoir eu chez leurs éditeurs respectifs une élaboration assez lente, de sorte que leurs textes ont déjà quelques années d'âge.

Or, l'élan productif en matière d'histoire rurale française ne s'est pas ralenti. Il continue à paraître des thèses d'histoire sociale exclusivement ou principalement rurale (A. Corbin, G. Garrier, J. Merley), des monographies ethnologiques, que domine l'Aubrac de l'équipe de Charles Parain (C.N.R.S.) des synthèses nouvelles, telles que les chapitres ruraux, dus à R. Laurent, de l'Histoire économique et sociale de la France, de Braudel et Labrousse (P.U.F., 1977), telles encore que le livre d'Eugen Weber, Peasants into Frenchmen, the modernization of rural France 1870-1914 (Stanford (Californie), Stanford University Press, 1976).

Ce dernier ouvrage nous rappelle opportunément l'importance, l'acuité et - souvent - l'originalité suggestive du regard que les historiens étrangers jettent sur notre pays ; nous pensons notamment à la France 1848-1945 de T. Zeldin (Oxford 1974), mais aussi à L. Loubère, à Suzanne Berger, et bien d'autres.

L'essentiel de mon propos sera précisément de faire ressortir l'intérêt de la confrontation entre nos points de vue nationaux d'historiens, et les points de vue très critiques et très distanciés qui sont plus naturellement ceux de nos collègues étrangers.

Je dois préciser encore que je n'aborderai pas tous les aspects de la vie rurale, mais seulement ceux que je connais le mieux et que j'ai eu à exposer dans le tome III de la France rurale, c'est-à-dire les aspects politiques, sociaux et culturels. J'exposerai d'abord la vue en somme assez classique - d'aucuns diraient traditionnelle, voire conformiste - que j'ai déjà donnée dans la France rurale ; en second lieu j'enregistrerai les correctifs partiels que des travaux plus récents m'inciteraient à lui incorporer aujourd'hui ; enfin je confronterai cela avec la contestation plus radicale qui nous vient des tenants de la thèse qu'on pourrait appeler "de la spécificité paysanne".

#### I - L'image classique.

C'est celle d'une intégration progressive des paysans dans le système institutionnel, politique et culturel national.

Les paysans français ont pris part à la Révolution française, par leurs révoltes et même un peu par leurs votes (États Généraux, et expérience de Suffrage Universel de 1792), mais par leurs révoltes surtout. Puis, de l'An III à 1848, il y eut une longue période où ils furent rejetés hors de la sphère politique. Enfin en 1848 l'établissement définitif du suffrage universel masculin a ouvert la période de leur intégration progressive au corps politique français.

Reprenons ces phases.

La Révolution française a trouvé une paysannerie déjà très diverse à beaucoup d'égards. Il faut reconnaître que les péripéties de la Révolution ont encore ajouté à cette diversité en créant (ou en mettant en plus vive lumière) d'autres divisions par les réactions à la Constitution Civile du Clergé (et c'est le grand partage entre populations attachées au Catholicisme et populations susceptibles d'indépendance à son égard) ; par les réactions à la Guerre (et c'est l'autre partage, entre populations déjà capables de patriotisme, déjà solidaires de l'aventure nationale, et populations rebelles, non solidaires, non intégrées).

Tous ces facteurs de division réagissent les uns sur les autres mais sans se confondre entre eux, ils ne se recoupent que partiellement.

Enfin, on a pu soutenir (P. Bois, Ch. Tilly) qu'à l'arrière plan il y avait un autre partage plus abstrait, plus fondamental, opposant les régions où la paysannerie est susceptible de subir l'influence et l'hégémonie de la ville à celles où la paysannerie réagit surtout en opposition ou en hostilité à la ville.

Sur la période An III-1848, on peut retenir que les paysans sont exclus du "pays légal" mais aussi que cette exclusion ne fut pas absolument complète (il y eut des survivants de l'éducation jacobine de l'An II, il y eut des cheminements souterrains de souvenirs républicains, et pas seulement de "légende napoléonienne"). Il faut retenir aussi, cela va sans dire, que l'exclusion hors du champ politique ne signifiait pas immobilité, bien au contraire, même. Il y eut toujours des conflits économiques et sociaux, et toujours une turbulence archaïque, le tout très vivace, et quasi totalement réfractaire aux tentatives sporadiques de politisation (troubles de 1814, 1815, 1830 à 32). Il faut noter enfin qu'il y a une certaine concurrence entre des hypothèses d'explication : les options paysannes pour ou contre la Nation, la Révolution, la Ville ("pour" signifiant le parti Bleu, la Gauche, - "Contre" le parti Blanc, la Droite) sont-elles déjà virtuellement acquises à l'issue de la Révo-

lution (P. Bois) ou bien la période 1830 à 1848 a-t-elle eu un rôle plus créateur (M. Agulhon) ? Cela dépend sans doute des régions, et il y a lieu de chercher encore, en enregistrant l'acquis des travaux d'histoire régionale ou départementale encore en cours.

La Deuxième République a été évidemment fort importante. Après le vote du 23-24 avril 1848 (élection de l'Assemblée Constituante) qui a montré à la fois l'empressement des paysans à user du droit de vote et leur docilité générale à l'égard des autorités sociales ou politiques en place, le régime a très vite rendu le suffrage universel familier par le fréquent usage qui en a été fait dans la même année (élections municipales, élections cantonales, élections législatives partielles). Puis l'élection présidentielle du 10 décembre 1848 a montré déjà un début de possibilité d'indépendance du vote paysan. Les rapports entre vote bonapartiste et vote paysan constituent un problème classique, et même rebattu. L'équivoque vient de ce que Louis Napoléon Bonaparte portait un nom qui le rattachait au parti Bleu, tandis que sa personne hic et nunc était portée à la candidature par l'ensemble des conservateurs, donc principalement par le parti Blanc. Le vote paysan en faveur de Bonaparte ne peut donc s'interpréter entièrement en faveur de l'un ou de l'autre. Bonaparte a eu nécessairement pour lui la quasi totalité des paysans moralement soumis aux Notables, et très probablement aussi une fraction des paysans déjà moralement émancipés (l'autre fraction de ceux-ci votant pour Cavaignac ou Ledru-Rollin). Si ce schéma est peu contestable, la proportion entre les divers éléments de ce schéma est impossible à évaluer avant la multiplication d'études régionales minutieuses dont le modèle pourrait être fourni par la thèse récente de Pierre Lévêque sur la Seconde République en Bourgogne. On admet généralement que la petite fraction de la paysannerie émancipée disposée à voter républicain s'est élargie au long des trois années de la République, ce qui explique la participation non négligeable des paysans de certaines régions de France aux tentatives armées de Résistance qui suivirent le Coup d'Etat du 2 décembre 1851.

Le rôle du Second Empire dans "l'entrée en politique" des masses paysannes est lui aussi très grand mais très controversé. On peut dire que la Seconde République avait vu apparaître à la campagne un nouveau camp, ce parti Rouge qui existait déjà dans certaines classes ouvrières urbaines depuis 1830. C'est une façon de dire qu'un esprit de lutte sociale, un radicalisme paysan qui s'exprimait "depuis toujours" en révoltes brutales et confuses, avait commencé, entre 1848 et 1851, à apprendre à s'exprimer en termes de programme politique : le socialisme des "montagnards" partisans de la "République démocratique et sociale"

Le Second Empire va bloquer l'extension de cette tendance et même l'effacer provisoirement. Cela est sûr, quant aux résultats. Mais, quant aux causes de cette victoire, comment faut-il doser en elles ce qui tient à la compression politique brutale, et ce qui tient aux facteurs économiques (campagnes enrichies par la prospérité, et décongestionnées par le début du départ des indigents vers les villes) ?

D'autre part, le bilan du Second Empire à plus long terme du point de vue de la culture politique rurale est-il positif ou négatif ? Négatif disaient les républicains en mettant l'accent sur l'absence totale de libertés de propagande, dont la répression brutale du parti rouge est le cas extrême. Positif, dit-on plus volontiers aujourd'hui (Th. Zeldin), en faisant remarquer que le Second Empire, attaché aux prérogatives de l'Etat, a toujours su les défendre contre les empiètements de l'Eglise, de sorte que la lutte entre Bleus et Blancs, souvent latente, parfois flagrante, n'a jamais cessé, laissant ainsi aux paysans une certaine faculté d'éducation par le choix ou d'apprentissage politique à travers le "jeu" des appareils concurrents (maire-curé, préfet-évêque). Sans compter que la prospérité elle-même, en faisant apparaître un plus grand nombre de paysans moyens capables, jouait contre le monopole social, culturel et donc politique du châtelain...

Il est sûr que lorsqu'une certaine liberté réapparaît, aux élections légis-

latives de 1869, on y constate à nouveau des éléments de vote républicain paysan (ici plutôt bleu, là plutôt rouge), sans que d'ailleurs la carte électorale de la seconde république soit entièrement reconstituée, ni dans ses pourcentages, ni même tout à fait dans sa géographie.

La Troisième République a été fondée au travers des innombrables consultations électorales des années 70 (du 8 février 71 aux 14 et 21 octobre 1877) par le basculement en faveur du camp républicain (ou de Gauche, c'est-à-dire Bleu plus Rouge) d'une large partie des classes paysannes. Le fait en lui-même est certain : vers 1870 la République, maîtresse des grandes villes et d'une minorité de ruraux, était minoritaire dans le corps électoral ; vers 1880, grâce à sa consolidation urbaine et à ses extensions rurales, elle est majoritaire largement. Là encore, il y a une vieille thèse républicaine, et des correctifs plus critiques. Pour la première, il est normal d'être républicain pour peu qu'on soit du peuple et qu'on ait la possibilité d'être informé et de réfléchir. Normale était donc la progression de l'idée républicaine rurale de 1848-1851, normale son blocage au temps de la dictature impériale, normale enfin sa nouvelle progression avec la liberté retrouvée dans les années 70 (car "l'Ordre Moral" n'est jamais allé aussi loin dans la répression que l'Empire, tant s'en faut). Mais voici les correctifs : on a, par la suite, fait observer que bien des paysans sont ainsi venus à la République après qu'elle ait fait les preuves de sa capacité de défendre l'Ordre contre la Commune, et après qu'elle soit apparue comme un régime établi par rapport auquel toute tentative de restauration monarchique prenait l'allure déplaisante de l'aventure. A notre avis, cette thèse nuance et complète utilement la thèse républicaine, sans l'abolir.

Mais il est bien vrai que ce passage des paysans en nombre à la République entraîne un changement d'opinion et de langage de la part des Républicains de gouvernement (J. Ferry, L. Gambetta). Avant 70, le "Rural", pilier du bonapartisme et de l'Eglise, était objet de répulsion. Les Républicains misaient sur les Villes "intelligentes" (nous dirions "conscientes") contre la campagne abrutie. Dé-

Le rôle du Second Empire dans "l'entrée en politique" des masses paysannes est lui aussi très grand mais très controversé. On peut dire que la Seconde République avait vu apparaître à la campagne un nouveau camp, ce parti Rouge qui existait déjà dans certaines classes ouvrières urbaines depuis 1830. C'est une façon de dire qu'un esprit de lutte sociale, un radicalisme paysan qui s'exprimait "depuis toujours" en révoltes brutales et confuses, avait commencé, entre 1848 et 1851, à apprendre à s'exprimer en termes de programme politique : le socialisme des "montagnards" partisans de la "République démocratique et sociale"

Le Second Empire va bloquer l'extension de cette tendance et même l'effacer provisoirement. Cela est sûr, quant aux résultats. Mais, quant aux causes de cette victoire, comment faut-il doser en elles ce qui tient à la compression politique brutale, et ce qui tient aux facteurs économiques (campagnes enrichies par la prospérité, et décongestionnées par le début du départ des indigents vers les villes) ?

D'autre part, le bilan du Second Empire à plus long terme du point de vue de la culture politique rurale est-il positif ou négatif ? Négatif disaient les républicains en mettant l'accent sur l'absence totale de libertés de propagande, dont la répression brutale du parti rouge est le cas extrême. Positif, dit-on plus volontiers aujourd'hui (Th. Zeldin), en faisant remarquer que le Second Empire, attaché aux prérogatives de l'Etat, a toujours su les défendre contre les empiètements de l'Eglise, de sorte que la lutte entre Bleus et Blancs, souvent latente, parfois flagrante, n'a jamais cessé, laissant ainsi aux paysans une certaine faculté d'éducation par le choix ou d'apprentissage politique à travers le "jeu" des appareils concurrents (maire-curé, préfet-évêque). Sans compter que la prospérité elle-même, en faisant apparaître un plus grand nombre de paysans moyens capables, jouait contre le monopole social, culturel et donc politique du châtelain...

Il est sûr que lorsqu'une certaine liberté réapparaît, aux élections légis-

latives de 1869, on y constate à nouveau des éléments de vote républicain paysan (ici plutôt bleu, là plutôt rouge), sans que d'ailleurs la carte électorale de la seconde république soit entièrement reconstituée, ni dans ses pourcentages, ni même tout à fait dans sa géographie.

La Troisième République a été fondée au travers des innombrables consultations électorales des années 70 (du 8 février 71 aux 14 et 21 octobre 1877) par le basculement en faveur du camp républicain (ou de Gauche, c'est-à-dire Bleu plus Rouge) d'une large partie des classes paysannes. Le fait en lui-même est certain : vers 1870 la République, maîtresse des grandes villes et d'une minorité de ruraux, était minoritaire dans le corps électoral ; vers 1880, grâce à sa consolidation urbaine et à ses extensions rurales, elle est majoritaire largement. Là encore, il y a une vieille thèse républicaine, et des correctifs plus critiques. Pour la première, il est normal d'être républicain pour peu qu'on soit du peuple et qu'on ait la possibilité d'être informé et de réfléchir. Normale était donc la progression de l'idée républicaine rurale de 1848-1851, normal son blocage au temps de la dictature impériale, normale enfin sa nouvelle progression avec la liberté retrouvée dans les années 70 (car "l'Ordre Moral" n'est jamais allé aussi loin dans la répression que l'Empire, tant s'en faut). Mais voici les correctifs : on a, par la suite, fait observer que bien des paysans sont ainsi venus à la République après qu'elle ait fait les preuves de sa capacité de défendre l'Ordre contre la Commune, et après qu'elle soit apparue comme un régime établi par rapport auquel toute tentative de restauration monarchique prenait l'allure déplaisante de l'aventure. A notre avis, cette thèse nuance et complète utilement la thèse républicaine, sans l'abolir.

Mais il est bien vrai que ce passage des paysans en nombre à la République entraîne un changement d'opinion et de langage de la part des Républicains de gouvernement (J. Ferry, L. Gambetta). Avant 70, le "Rural", pilier du bonapartisme et de l'Eglise, était objet de répulsion. Les Républicains misaient sur les Villes "intelligentes" (nous dirions "conscientes") contre la campagne abrutie. Dé-

Le rôle du Second Empire dans "l'entrée en politique" des masses paysannes est lui aussi très grand mais très controversé. On peut dire que la Seconde République avait vu apparaître à la campagne un nouveau camp, ce parti Rouge qui existait déjà dans certaines classes ouvrières urbaines depuis 1830. C'est une façon de dire qu'un esprit de lutte sociale, un radicalisme paysan qui s'exprimait "depuis toujours" en révoltes brutales et confuses, avait commencé, entre 1848 et 1851, à apprendre à s'exprimer en termes de programme politique : le socialisme des "montagnards" partisans de la "République démocratique et sociale"

Le Second Empire va bloquer l'extension de cette tendance et même l'effacer provisoirement. Cela est sûr, quant aux résultats. Mais, quant aux causes de cette victoire, comment faut-il doser en elles ce qui tient à la compression politique brutale, et ce qui tient aux facteurs économiques (campagnes enrichies par la prospérité, et décongestionnées par le début du départ des indigents vers les villes) ?

D'autre part, le bilan du Second Empire à plus long terme du point de vue de la culture politique rurale est-il positif ou négatif ? Négatif disaient les républicains en mettant l'accent sur l'absence totale de libertés de propagande, dont la répression brutale du parti rouge est le cas extrême. Positif, dit-on plus volontiers aujourd'hui (Th. Zeldin), en faisant remarquer que le Second Empire, attaché aux prérogatives de l'Etat, a toujours su les défendre contre les empiètements de l'Eglise, de sorte que la lutte entre Bleus et Blancs, souvent latente, parfois flagrante, n'a jamais cessé, laissant ainsi aux paysans une certaine faculté d'éducation par le choix ou d'apprentissage politique à travers le "jeu" des appareils concurrents (maire-curé, préfet-évêque). Sans compter que la prospérité elle-même, en faisant apparaître un plus grand nombre de paysans moyens capables, jouait contre le monopole social, culturel et donc politique du châtelain...

Il est sûr que lorsqu'une certaine liberté réapparaît, aux élections légis-

latives de 1869, on y constate à nouveau des éléments de vote républicain paysan (ici plutôt bleu, là plutôt rouge), sans que d'ailleurs la carte électorale de la seconde république soit entièrement reconstituée, ni dans ses pourcentages, ni même tout à fait dans sa géographie.

La Troisième République a été fondée au travers des innombrables consultations électorales des années 70 (du 8 février 71 aux 14 et 21 octobre 1877) par le basculement en faveur du camp républicain (ou de Gauche, c'est-à-dire Bleu plus Rouge) d'une large partie des classes paysannes. Le fait en lui-même est certain : vers 1870 la République, maîtresse des grandes villes et d'une minorité de ruraux, était minoritaire dans le corps électoral ; vers 1880, grâce à sa consolidation urbaine et à ses extensions rurales, elle est majoritaire largement. Là encore, il y a une vieille thèse républicaine, et des correctifs plus critiques. Pour la première, il est normal d'être républicain pour peu qu'on soit du peuple et qu'on ait la possibilité d'être informé et de réfléchir. Normale était donc la progression de l'idée républicaine rurale de 1848-1851, normale son blocage au temps de la dictature impériale, normale enfin sa nouvelle progression avec la liberté retrouvée dans les années 70 (car "l'Ordre Moral" n'est jamais allé aussi loin dans la répression que l'Empire, tant s'en faut). Mais voici les correctifs : on a, par la suite, fait observer que bien des paysans sont ainsi venus à la République après qu'elle ait fait les preuves de sa capacité de défendre l'Ordre contre la Commune, et après qu'elle soit apparue comme un régime établi par rapport auquel toute tentative de restauration monarchique prenait l'allure déplaisante de l'aventure. A notre avis, cette thèse nuance et complète utilement la thèse républicaine, sans l'abolir.

Mais il est bien vrai que ce passage des paysans en nombre à la République entraîne un changement d'opinion et de langage de la part des Républicains de gouvernement (J. Ferry, L. Gambetta). Avant 70, le "Rural", pilier du bonapartisme et de l'Eglise, était objet de répulsion. Les Républicains misaient sur les Villes "intelligentes" (nous dirions "conscientes") contre la campagne abrutie. Dé-

sormais ils auront de plus en plus tendance à miser au contraire sur la campagne (ou la province) raisonnable contre la Ville et Paris, turbulents et instables (tantôt révolutionnaire et tantôt susceptible d'engouements néobonapartistes).

La politique rurale de la IIIe République va donc être une politique double : d'une part continuer à consolider et si possible à étendre la conscience politique dans les campagnes (par l'équipement et par le progrès matériel sous tous ses aspects, et par l'école), d'autre part conserver une paysannerie forte (c'est un des aspects du retour au protectionnisme). Cette politique double d'éducation et de faveur durera jusqu'à la fin de la IIIe République, c'est-à-dire jusqu'au milieu de notre XXe siècle.

Toutefois, dès le début de ce XXe siècle, on s'est aperçu que la républicanisation des paysans avait ses limites, et se heurtait à des pôles de résistance durables, dans lesquels le parti Blanc restait enraciné, et où la République n'était acceptée que de nom. Historiquement, scientifiquement, cela engendre la problématique bien connue d'André Siegfried (aujourd'hui représentée par P. Barral du côté des historiens, et par toute une école de Sociologues et de politistes d'autre part). Politiquement, cette constatation que le droite contre-révolutionnaire a toujours des bases en France (dans l'intelligentsia, dans les classes dirigeantes et même dans le peuple) n'est pas entièrement néfaste pour les Républicains : au contraire cette menace leur sert périodiquement à refaire l'union entre Bleus et Rouges, que la lutte des classes risque sans cesse de séparer. Au total, cependant, la politique républicaine de républicanisation des campagnes est un succès. Même les campagnes blanches sont neutralisées dans leur opposition. Il y a d'abord le fait que les institutions républicaines entrent dans les mœurs, le temps joue en leur faveur. Le fait aussi que le catholicisme contre-révolutionnaire inculque à ses fidèles un Nationalisme brut qui se révélera capable de convergence avec le Nationalisme "éclairé" et progressiste des républicains. Ce sera le fondement de l'unanimité et de la cohésion nationale de 1914. A cette époque on ne constate nulle part de résistance de

type régional appréciable à la pénétration républicaine. Le fameux apprentissage forcé de la langue française par l'école publique dans les régions périphériques a pu être jugé détestable par ses méthodes (le "symbole" - mais c'est que la pédagogie dans son ensemble était alors d'un rigorisme qui nous semble aujourd'hui contestable) mais elle ne saurait être qualifiée sans abus de "génocide culturel". L'initiation au français, langue d'une vie publique considérée alors comme à peu près satisfaisante, était bien davantage souhaitée qu'elle ne fut imposée. La Troisième République a apporté aux paysans des régions périphériques un bilinguisme réel, dont l'équilibre correspondait à l'équilibre maintenu entre une activité économique agricole et une activité sociale (politique incluse) dont on avait conscience qu'elles s'étaient l'une et l'autre également améliorées au cours du siècle écoulé.

## II - Quelques correctifs à inclure dans le tableau.

Un bon exemple de critique précise nous vient de l'ouvrage excellent d'Alain Corbin sur les trois départements limousins.

Pour cette région rurale pauvre, ignorante, déchristianisée, dépourvue de ressources non-agricoles (excepté la migration temporaire), Corbin nous montre un radicalisme paysan (rouge) très fort en 1848-49, mais aussi très vite effacé (avant même le coup d'Etat) et assez lent à reparaitre (pas avant la fin des années 70). Cette chronologie est passablement différente de celle du Var, où le parti rouge de 1849 a grandi jusqu'en 51, n'a été aboli que par la violence à cette date, et a reparu dès les années 60. (Voir en dernier lieu la thèse d'E. Constant sur le Var sous le Second Empire). Autrement dit, le bonapartisme qui fut en Provence une parenthèse oppressive artificielle a été en Limousin plus longuement naturel, au point qu'ici ce serait le vote paysan rouge de 49 qui serait plutôt la parenthèse, sinon l'artificiel. Corbin verrait volontiers dans le vote rouge de 1849 l'enthousiasme fragile de paysans pauvres et revendicatifs pour un programme montagnard habile et neuf, en face

duquel les propagandes conservatrices furent prises au dépourvu. Mais dès 1850 la contre-offensive des notables et du bonapartisme retrouvait son emprise sur des masses restées frustes.

L'existence de ce "modèle limousin" prouve que nous avons eu tort de généraliser (au moins implicitement et tendanciellement) notre "modèle provençal". Nous avons admis en quelque sorte qu'autour de 1848 dans le Midi la conscience politique de gauche, d'une part, et d'autre part des facteurs plus généraux de civilisation (acculturation, organisation) étaient allés de pair, étaient solidaires, et en quelque sorte en relation de causalité réciproque. Or il se trouve que ce modèle provençal de vote d'éducation n'est pas le seul possible et qu'il faut faire entrer dans nos schémas le cas limousin des votes de surprise. Le vote lui-même, quoique constituant une procédure plus "civilisée" que la rébellion, peut donc aussi parfois être marqué au coin de l'instabilité et du primitivisme. Même en Provence, mais dans la Haute Provence montagnaise et pauvre (département des Basses-Alpes) on a trouvé sous la Seconde République des votes paysans rouges qui, à la différence de ceux de la Basse-Provence varoise, ne se confirmeront pas par la suite. On peut même se demander d'ailleurs si ce genre de considération ne peut pas éclairer aussi quelque peu l'histoire du mouvement ouvrier : la première apparition du parti ouvrier dans les années 80, avec son langage neuf apporté à des prolétariats encore misérables lui a permis des gains électoraux (municipaux, voire parlementaires) qui n'ont pas toujours été confirmés ou consolidés ensuite. Il y a eu des contre-offensives idéologiques "bourgeoises" qui furent partiellement victorieuses. Jaurès lui-même, à Carmaux, avait plus de voix de mineurs dans ses premières élections (1892-1893) que dans les élections ultérieures (R. Trempé). La "surprise" crée d'énormes majorités "de classe" dont l'"éducation" ne gardera qu'une part.

Mais restons chez les paysans. Ceux du Limousin redevinrent (ou devinrent ?) républicains autour de 1880, sous la République installée. Ils nous incitent à ne pas trop exagérer la continuité logique de la IIe à la IIIe République, et, plus

généralement, à ne pas majorer la logique des évolutions, comme nous avons tendance à le faire.

\*

\*

\*

Nous ne mettrions pas sous la même rubrique de contestation l'ouvrage récent d'Eugen Weber, Peasants into Frenchmen : the modernization of rural France 1870-1914. En prenant la date politique de 1870 comme point de départ, et celle de 1914 comme terme, il met implicitement l'accent sur le volontarisme des principaux processus. Aussi, loin de le trouver critique par rapport à l'image classique que nous avons tracée, nous verrions plutôt en lui une réconfortante confirmation. L'idée de la République intégratrice, effectivement intégratrice, acculturante, nationalisante (Peasants into Frenchmen), par les triples voies de la route (ou du rail), de l'école et de la caserne s'y trouve amplement exposée et étayée.

La nouveauté générale de Weber (en plus de maintes nouveautés particulières dans maintes analyses ou descriptions partielles que nous indiquons de loin) est d'avoir une chronologie tardive. Il constate le primitivisme rural, et notamment l'inadéquation des luttes politiques aux mœurs et mentalités paysannes, jusque dans les années 80, et il ne voit guère l'acculturation-politisation-nationalisation qu'aux approches de la fin du siècle. En cela il est tendancielle-ment plus proche de Corbin que de nous. Il est vrai que Weber, en dépit de son titre, mais conformément à ses intentions déclarées dès les premières pages, ne prétend pas étudier toute la France mais seulement la France retardataire de l'Ouest, du Centre et du Sud-Ouest. La véritable synthèse de la France rurale, avec sa diversité de géographie qui est une diversité de chronologies, reste à faire. Et l'histoire de la politique devra y avoir sa rubrique tout autant que l'économie, la démographie, les rapports sociaux, la religion ou la culture.

\*

Dans cet ensemble d'études, on commence à enregistrer des contributions d'ethnologues. La principale est constituée par la grande monographie sur l'Aubrac, déjà citée. Rappelons sa composition : un volume I étudie le "Milieu Naturel", le II "l'Ethnologie historique", les III, IV et V "l'Ethnologie contemporaine". Dans le II, l'ethnologie "historique" privilégie en fait l'époque dite "moderne", du XVII<sup>e</sup> siècle au début du XIX<sup>e</sup> siècle ; elle est en effet souvent assez bien connue ou aisée à connaître : archives d'Ancien Régime depuis longtemps classées et conservées, crises et péripéties de la Révolution souvent étudiées, nombreux écrits d'agronomes éclairés, souvent ethnographes avant la lettre, s'échelonnant du temps de Louis XV à celui de Louis-Philippe. Le "contemporain" des tomes III, IV et V, c'est notre présent, avec quelque épaisseur rétrospective qui renvoie jusque vers le début du XX<sup>e</sup> siècle. Entre les deux, comme on le voit, la plus grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle est relativement moins documentée. Si les processus démographique et économique y sont assez bien suivis parce que les documents de masse tels que recensement, état civil, cadastres, ont permis des études de durée longue et continue, on a en revanche l'impression d'un grand vide pour l'histoire politique, sauf peut-être, parfois, quand on la soupçonne en filigrane dans celle des conflits locaux (histoire de biens communaux, d'usages dans les bois, etc...). Faiblesse objective de la catégorie politique, soit - mais l'impression en est peut-être encore accentuée pour nous par l'absence d'études, cette absence tenant elle-même à la conviction qu'il n'y avait rien d'intéressant à étudier...

Quelques auteurs de monographies cependant se sont posés la question et peuvent être pris en compte ici. On ne s'étonnera pas que, pour l'Aubrac, pays montagneux fort reculé, aux confins du Cantal, de la Lozère et de l'Aveyron, leur chronologie de la politique soit extrêmement tardive, de type weberien, pourrions-nous dire. Pour le village de Born, Claude Royer (Aubrac III, pp. 116-118) montre une division bi-partisane entre rouges et blancs, assez bien établie à partir de 1900 pour donner lieu à des listes opposées lors des élections municipales ; les blancs sont

dévots, les rouges non, comme partout ; les blancs sont en outre nettement le "bon parti" et les rouges le parti méprisé ("les rougeasse") mais cela ne coïncide pas avec le front de classe au sens strictement sociologique : chez les blancs il y a tous les notables, tous les riches et la majorité des pauvres, et chez les rouges seulement une minorité des pauvres. La lutte est autour de l'école, ce qui est classique ; une fois cependant, en 1905, on vit la politique interférer avec les conflits locaux, le parti rouge, localement faible, mais soutenu de haut par un député de gauche, réussissant à obtenir un régime des biens communaux plus favorable aux petits.

Dans la région aveyronnaise de la Haute-Viadène, Georges Ravis (Aubrac III, pp. 84-85) montre que la vie politique, dans le cas le plus général, est nulle (les maires sont les notables riches, élus sans concurrents, le dosage du conseil municipal est étudié pour représenter les hameaux, c'est-à-dire l'habitat, non les opinions ni les classes ; pour les consultations d'échelon supra-local, le candidat de la droite obtient toutes les voix du pays) ; la seule exception est constituée par le bourg de Lacalm, politisé c'est-à-dire divisé depuis le début du XXe siècle, comme on l'a vu pour Born. Ce que Ravis nous apprend de plus, c'est ceci : l'exception politique de Lacalm en Haute-Viadène se relie à une autre exception objective ; c'est le bourg, situé sur une route, avec une population mieux renouvelée et une différenciation sociale un peu plus poussée ; d'autre part le parti rouge n'est pas seulement le parti des laïques et le parti des petites gens, c'est aussi le parti de la modernité : quand la majorité municipale et le maire sont rouges les équipements publics s'installent ou progressent (adduction d'eaux, lavoirs et cabinets, bascule, buron) ; quand les blancs reprennent le pouvoir tout stagne. Là encore, c'est très weberien.

Mais cela pourrait nous inciter aussi à mettre plus encore que nous ne l'avons fait la modernité dans la catégorie du mental collectif et pas seulement dans celle du politique ou de l'économique.

### III - Une image radicalement opposée.

C'est une critique beaucoup plus globale et beaucoup plus vigoureuse, fondée sur un total renversement de perspective et de problématique, que nous avons trouvée dans les chapitres politiques et paysans de la France 1848-1945 de Théodore Zeldin.

Non pas que ses analyses particulières soient toujours différentes des nôtres. Fondées souvent sur les mêmes travaux, elles exposent les mêmes résultats. Mais, en prenant de la hauteur, la synthèse est différente. L'historien d'Oxford arrive à l'idée, chère d'ailleurs à plus d'un "ruraliste" français, qu'entre la paysannerie et la politique l'accrochage reste toujours incomplet, imparfait et - à la limite, que la politique est intrinsèquement étrangère au monde paysan. On songe au titre, "zeldinien" sans le savoir, du livre de Suzanne Berger, Les paysans contre la politique, (traduit de l'américain, Seuil, 1975). Quels sont les arguments de Zeldin ?

Le suffrage universel pouvait rendre les paysans maîtres de la France ; or ils ne le sont pas devenus. C'est qu'ils ne l'ont pas cherché. Leur énergie s'est employée ailleurs, à la lutte pour le mieux-être, à la lutte pour la terre, bref à un combat économique. Or, cette bataille ils l'ont perdue puisque, dans leur majorité, ils ont abandonné la terre : l'exode rural est le signe que malgré son poids politique initial la paysannerie a été globalement défaite dans sa confrontation avec la civilisation industrielle.

Quant aux paysans restés à la terre, et voués à devenir minoritaires dans la société globale et dans le corps électoral, ils n'ont pas gagné grand'chose : la politique leur a apporté des lois de protection, voire des subventions, mais point de bon enseignement agricole. Elle a capté leurs votes sans satisfaire leurs vrais besoins. Elle leur a offert des programmes trop pauvres d'idées économiques mais surchargés d'idéologie. C'est la clef de l'inadaptation fondamentale du système poli-

tique à l'univers paysan. Cette inadaptation selon Zeldin est manifeste si l'on considère le petit nombre de leaders ruraux réellement issus de la paysannerie, le nombre infime de paysans députés et même élus cantonaux, et enfin l'impossibilité de trouver une correspondance tendancielle stable entre la paysannerie française et l'une ou l'autre des forces politiques de notre éventail (alors que des correspondances de ce genre existent pour d'autres catégories sociales).

La diversité des traditions politiques paysannes, que nous jugeons suffisamment expliqués par la diversité des conditions, des régions, etc... paraît à Zeldin explicable par quelque chose de plus profond ; la politique est un langage étranger dans lequel ils ne peuvent que balbutier, tâtonner, bégayer.

Peut-on discuter cela ?

A ce niveau, il est - on le comprend bien - difficile de discuter d'histoire, et ce sont les implications théoriques, voire idéologiques, de chaque auteur de synthèse qu'il conviendrait de mettre à jour et de confronter. On ne saurait le faire ici. On va tenter seulement une défense partielle en ramenant l'éclairage sur la différence des temps.

Cette thèse sceptique et hypercritique sur l'extériorité de la politique à la mentalité paysanne est celle de Zeldin, ce qui est déjà important puisqu'il s'agit sans doute d'un des meilleurs connaisseurs britanniques de la France ; mais c'est aussi la thèse vers laquelle tendent, me semble-t-il, bien des auteurs français. On la pressent d'une part chez les ethnologues, prompts à mettre l'accent pour expliquer les "partis" locaux sur la permanence de vieux facteurs tels que groupes de quartiers, d'âge, de parentés, ce qui implique que les historiens classiques ont dû surévaluer les facteurs d'explication claire (classes, religions, opinions) - ce qui d'ailleurs n'est pas entièrement faux, avouons-le. On voit d'autre part une tendance analogue ou convergente chez les régionalistes, qui accuseraient volontiers la République d'avoir plaqué une grille conflictuelle inadéquate et mystificatrice pour masquer

la destruction des entités infranationales. Une telle thèse (sceptique et hypercritique) peut s'étayer aussi bien d'observations actuelles (la dispersion extrême du vote paysan, la perception du pouvoir comme une entité étrangère et lointaine, ce fameux "ils" auxquels L. Wylie a fait un sort) que d'observations très anciennes ; de là à en déduire les traits d'une paysannerie éternelle, il n'y a pas loin : mais du fait qu'aujourd'hui ressemble à avant-hier il ne s'ensuit pas nécessairement qu'hier leur ait été semblable. Ceci est parfaitement clair par exemple dans le domaine du sentiment national français ; entre le nihilisme national primitif qui était celui de la majeure partie des paysans français vers 1830 (avant-hier), et la poussée régionaliste issue des exaspérations actuelles (aujourd'hui), il y a des analogies, mais il y a aussi une solution de continuité : la Troisième République (hier) avait bel et bien enraciné un sentiment national français partout ou quasiment. Dans l'ordre de la politique, il n'est nullement exclu qu'il en soit de même. Une paysannerie diminuée en nombre, mais non pas déstructurée ni ruinée, sortant de la misère et apprenant peu à peu à s'exprimer, à se représenter, à se défendre par une démocratie politique encore ancrée au niveau villageois, c'est ce vers quoi l'on tendait au travers du XIXe siècle et notamment sous la IIIe République. Le caractère encore bien incomplet de cet accomplissement ne saurait masquer le sens de l'évolution. C'est la guerre de 1914-1918 directement ou par ses conséquences, qui a amené l'échec de cette intégration : une paysannerie massacrée dans les tranchées, l'exode rural s'aggravant peu à peu jusqu'aux "désertifications", et, d'autre part, la crise des institutions et du consensus républicain dans les conditions nouvelles des années 20, etc. L'état d'aujourd'hui, parce qu'il est différent de celui d'hier, ramène aux pessimismes de celui d'avant-hier. Mais faut-il pour autant oublier hier, par crainte de sembler prisonniers d'une version villageoise du mythe de la belle époque ? Pour concilier le tout, nous aimerions suggérer que si l'image pessimiste que donne Zeldin rend bien compte de la retombée du XXe siècle, l'image optimiste que nous inclinons à préférer rend mieux compte du mouvement effectif du XIXe,

de sa tendance, sinon toujours de ses effets.

En d'autres termes, l'histoire de la France de 1848 à 1945 (ce sont les limites assignées par Zeldin à sa synthèse) ou plus généralement de la Révolution Française à aujourd'hui, est-elle un bloc, une évolution simple et unilinéaire ? Ou n'encadre-t-elle pas un cycle de progrès, apogée et déclin d'un certain système dont l'intégration des ruraux à la République fut l'un des aspects, l'une des tentatives les plus poussées ?

Nous pourrions ajouter que cette dernière théorie, la nôtre, qu'on pourrait taxer aisément de trop - ou de bien - française, n'est pas totalement dépourvue de cautions extérieures. Elle est assez proche, en somme, du mouvement que Stanley Hoffmann suggérait en 1963 dans son célèbre essai A la recherche de la France : - "la synthèse républicaine" suivie de "la destruction de la synthèse républicaine".

\*

\*

\*

Telles sont les réflexions que nous soumettons à votre débat.

M. AGULHON.

## DISCUSSION

Elle est ouverte par M. Carrier qui rappelle d'abord que le panorama esquissé par M. Agulhon de la politisation progressive des milieux ruraux et de leur intégration à la vie nationale est parfaitement "rassurant" et cohérent et peut s'appuyer sur d'innombrables études régionales ou monographies locales. En ce domaine cependant, la diversité française est telle que les thèses "immobilistes" de Th. Zeldin sur la spécificité prolongée du comportement politique paysan trouvent des justifications peut-être aussi nombreuses. Avant de s'interroger sur les facteurs respectifs d'intégration ou de rejet, une observation attentive des comportements locaux s'impose. C'est ainsi que la politique économique de l'Etat n'est pas automatiquement un facteur d'adhésion : le progressisme agricole du Second Empire a effrayé certains milieux et l'enquête de 1866 enregistre de multiples doléances. Le protectionnisme de la IIIe République sera mieux accueilli. L'anticléricalisme populaire qu'observe l'historien britannique Roger Magraw dans l'Isère sous le Second Empire est certainement plus ancien dans le Bas-Dauphiné, plus anciennement déchristianisé et où l'influence du notable est très faible, dans une démocratie précoce de petits propriétaires indépendants, comme l'a bien montré P. Vigier.

M. Agulhon en convient volontiers et rappelle que la bipartition classique entre le parti de l'Eglise et le parti de l'Ecole (et de la mairie) est souvent ancienne, bien antérieure aux lois scolaires de J. Ferry. L'étude de R. Magraw a du moins le mérite de corriger l'image d'un Second Empire préoccupé seulement de préserver l'autorité du château et de l'Eglise. En Bretagne, les autorités municipales mises en place et soutenues par les préfets après 1852 ont un comportement "bleu", souvent hostile au châtelain et au curé.

M. Goujon se déclare frappé du faible rôle qui serait attribué au support économique. Il rappelle que pour les Bretons de Plozevet la conscience d'une intégration réussie du petit paysan à la vie économique nationale a précédé et condi-

tionné leur adhésion à une République capable d'intervenir efficacement dans la vie quotidienne.

M. Agulhon rappelle qu'A. Siegfried signalait déjà que le républicain breton était d'abord celui qui avait affaire avec l'Etat, par exemple l'inscrit maritime. L'économique joue un rôle considérable ; il est vrai que l'historien politique peut l'oublier parce que tout spécialiste tend naturellement à valoriser le secteur de sa spécialité. Mais nous commençons à savoir regarder chez les voisins et à apprendre d'eux. Par exemple, formés à l'étude des systèmes de parentés, des ethnologues (comme Laurent Lévi-Strauss en Bourgogne) ont paru y voir une clef de la lutte des partis au village jusque sous la III<sup>e</sup> République. C'est peut-être aller trop loin mais cela nous incite à ne pas penser seulement en termes d'opinion. Le dosage de l'importance de ces facteurs hétérogènes, l'étude des modalités de leurs combinaisons reste à faire pour l'avenir.

M. Carrier souhaiterait que soit systématiquement étudié le personnel politique municipal : maires et adjoints, sinon les conseillers municipaux eux-mêmes. Comment passe-t-on du châtelain au paysan ? La place de l'agriculteur n'est-elle pas minoritaire et, de nos jours, une nouvelle élite municipale non paysanne n'est-elle pas appelée au pouvoir par sa compétence et son ouverture professionnelle et sociale sur la société globale ?

M. Agulhon pense en effet que l'entreprise est nécessaire: mais très longue car le matériau est massif : 37 000 communes et 15 ou 20 maires par commune depuis la Révolution ! Une étude est en cours, menée par L. Girard qui avait donné l'exemple en partant des conseillers généraux. Il faudrait vérifier les schémas tels que celui qui est exposé dans le remarquable livre de Roger Thabault sur Mazières-en-Gâtine, Mon village (1945) : la mairie est passée du châtelain au médecin républicain modéré, puis à l'instituteur socialiste. Actuellement il se pourrait - ce serait aussi à vérifier - que cette démocratisation des fonctions municipa-

les soit stoppée à cause de la complexité croissante de la tâche qui suppose, outre des notions et des formations que ne peut plus acquérir l'agriculteur moyen, une audience régionale voire nationale permettant l'action dans les bureaux, et par là l'efficacité du mandat.

Il se pourrait que, pour ces deux types de raisons, on revienne aux maires "notables" ?

M. Lorcin pense qu'il est nécessaire de préciser et d'affiner le terme de paysan, actuellement péjoratif et que récuse l'agriculteur contemporain. Des conflits municipaux durables peuvent opposer les artisans et commerçants du bourg aux agriculteurs des hameaux. M. Agulhon signale que dans l'étude du C.N.R.S. sur l'Aubrac, ce phénomène est bien mis en évidence par George Ravis pour les communautés villageoises de Haute-Viadène (L'Aubrac, tome III, Ethnologie contemporaine).

M. Lequin pense aussi qu'il ne faut pas majorer les étiquettes politiques et que l'on peut retrouver des constantes et une continuité des attitudes derrière des étiquettes fort opposées, comme dans les villes ouvrières de Saint-Chamond ou de Montceau-les-Mines. L'étude de type ethnographique si enrichissante pour la connaissance du comportement politique rural doit être étendue à toute les sociétés.

M. Agulhon en est bien convaincu, mais pense qu'il arrive toujours un moment où cette approche doit se raccrocher à l'histoire politique. Mais la présence de la politique n'est pas d'abord évidente au XIXe siècle parce que l'époque a longtemps ignoré la liberté d'association, ce qui a retardé l'apparition des formes d'organisation spécifiquement et explicitement politiques. Avant qu'il y eût des partis, il fallait bien partir des associations, des cercles, des cafés, mais l'idéologie et le militantisme n'en existaient pas moins derrière ces formes folkloriques. L'étude d'Ostrogorski sur la naissance des partis politiques anglais et américains à partir des comités et des clubs est un bon modèle, dont on n'a guère d'équivalent français.

M. Boyer pense que dans la mesure où le milieu rural fournit difficilement des cadres politiques, il doit nécessairement se raccrocher aux cadres existants qui lui sont extérieurs. L'accrochage se fit au XIXe siècle avec des cadres républicains. Après 1919, par contre, les décrochages se multiplient et le paysan peut retrouver les élites locales conservatrices : c'est le cas de la Haute-Savoie de 1936 à nos jours. M. Agulhon admet l'existence de ces décrochages, et il les rapprocherait volontiers de ces autres faits de l'entre-deux-guerres, où Stanley Hoffmann diagnostiquait une "destruction de la synthèse républicaine"

M. Garden s'interroge sur le poids et le rôle de l'instituteur rural. L'école publique n'a-t-elle pas contribué à vider le village de ses éléments les plus ouverts, les plus progressistes, ceux qui pouvaient adhérer durablement à l'idéal républicain ? M. Agulhon en est persuadé et en voit une preuve a contrario dans le républicanisme assez net vers 1880 ou 1890 des associations parisiennes formées d'originaires des régions migrantes. Ces provinciaux de Paris sont républicains, et ont conscience de l'être plus que les cousins restés au pays, qu'il faudrait "émanciper".

M. Merley se demande si pour les campagnes il ne faut pas substituer l'explication par les clientèles à celle par les partis. Quel est d'autre part l'impact du sentiment religieux, alors même que la lecture de l'Evangile peut être conservatrice ou contestataire ?

M. Agulhon : On peut dire tout au plus, sur ce dernier problème, que si l'Eglise change de camp cela peut contribuer, dans les régions où elle est influente, à faire changer de camp les ruraux. Le second problème est plus complexe. L'exemple (toujours cité parce que cas-limite) de la Corse montre bien qu'on ne saurait opposer absolument système de clans et système de partis : les députés, les sénateurs et plus généralement les cadres politiques issus des "clans" ont des positions de politique générale parfaitement homogène, à gauche comme à droite, à celle de leurs homologues politiques continentaux. Il n'y a donc pas lieu de choi-

sir entre hypothèse Clientéliste et hypothèse Politique, mais d'étudier comment la réalité nationale (qui est toujours politique, par définition) s'ajuste aux réalités locales (qui sont toujours quelque peu clientélistes, mais plus ou moins selon les temps et selon les pays). Les grands schémas posés par André Siegfried restent valables : la Droite et la Gauche existent ; celle-ci est plutôt démocratique en ses structures, celle-là plutôt hiérarchique et clientéliste. Cela dit, les choses ne sont jamais aussi tranchées dans l'histoire et les sciences humaines que dans les sciences de la nature. Le clientélisme de gauche a existé partout au XIXe siècle, il a normalement tendu à disparaître, plus ou moins tôt selon les lieux. M. Agulhon interpréterait ce qu'il en subsiste en Corse (ou ailleurs) comme un fait de survivance plus que comme un fait qui serait inhérent au pays.